

APRES LE COUP DE MASSU, VOICI LA VÈME FACE A SES ULTRAS...

Elle était inévitable: voici l'épreuve de force engagée. Dans les rues d'Alger, montant vers ce Forum qui vit son triomphe le 13 mai, une foule qui se veut sourde aux avertissements de l'Histoire, s'est ruée pour la seconde fois à l'assaut d'une République: la sienne.

Ainsi, le plus gaulliste des officiers de l'Armée d'Algérie porte sur ses mains le sang de ceux qui se sont insurgés le 24 janvier contre de Gaulle!

Fallait-il donc que le Sauveur fût renié par celui-là même qui, parmi la cohorte des disciples étoilés, avait la plus haute réputation de fidélité?

Etrange destinée de ce régime qui, plébiscité par 70 % des Français voici un peu plus d'un an, ne comptera bientôt plus que des Judas et des opposants!

Sans doute, dans les Hauts Lieux de la Vème, ne s'était-on jamais fait beaucoup d'illusions sur l'intelligence d'un «brave soldat », beaucoup plus à son aise à «casser du fellagha» qu'à jouer un rôle politique.

On se souvient que, le 13 mai, le général Massu s'était retrouvé président du Comité de Salut Public d'Alger sans trop savoir ce qui lui arrivait. Et, on peut le présumer, avec une certaine «trouille» sur les conséquences possibles d'une telle aventure. Il ne dut guère commencer de respirer que lorsque le général de Gaulle, en marche vers le pouvoir, proclama *«qu'il les avait compris»*.

On se souvient également de cette étonnante déclaration de «madame la générale» affirmant que son digne mari, avec la bénédiction de son confesseur, avait tenu à expérimenter personnellement les procédés dont usaient ses valeureux lieutenants pour faire parler leurs prisonniers. Procédés qu'il qualifiait de *«parfaitement supportables»*.

A la limite de l'odieux, cet aveu - non extorqué - apparaissait pour le moins grotesque et donnait la mesure du personnage.

Quoi d'étonnant, après cela, que cet imprudent bavard, enfiévré par une atmosphère où la tension montait en flèche, déclare tout haut à un journaliste allemand ce que la plupart des officiers de l'Armée d'Algérie pensent tout bas?

Il semble bien que, dans cette affaire, le pauvre général ait été la victime de gens, sinon plus intelligents, du moins plus machiavéliques que lui. Sans doute a-t-il été «poussé» vers cette interview fracassante comme il avait été «poussé» vers la présidence du Comité de Salut Public le soir du 13 mai; avec la même inconscience.

Mais - et c'est sans doute ce que désiraient ceux qui l'ont inspiré - son incartade a crevé l'abcès.

Ainsi, le drame algérien évolue rapidement. De part et d'autre les positions s'éclairent et se durcissent, préparant l'inévitable dénouement. Quelle en sera l'issue? Nul ne peut le prévoir avec certitude aujourd'hui.

D'une part, les Européens sensibilisés par les attentats terroristes de l'Algérois, se sont insurgés à

l'appel des organisations activistes dans un refus, maintenant proclamé, de la politique d'autodétermination, inévitable acheminement vers «l'abandon» - ce qui est exact.

D'autre part, le général de Gaulle, autant par obstination que pressé par la rigueur intraitable d'un calendrier diplomatique, proclame sa volonté de poursuivre la politique inaugurée par la déclaration du 16 septembre. Or, le temps est limité: dans quelques semaines aura lieu la Conférence au sommet, dans quelques mois la nouvelle session de l'O.N.U.. Si la guerre d'Algérie n'est pas terminée pour ces deux dates, de Gaulle sera désavoué par ses trois collègues à la première et la France massivement condamnée à la seconde. Ni de Gaulle, ni son régime n'y survivront probablement.

En face de ces faits, que faut-il penser de l'évolution politique du F.L.N.? Après de longues délibérations, le *Conseil National de la Révolution Algérienne* réuni à Tripoli, a remanié le G.P.R.A., laissant la présidence à Ferrhat Abbas, mais donnant la direction effective à un cabinet restreint de combattants.

Ce remaniement peut aussi bien s'interpréter dans le sens d'une volonté de poursuivre la guerre à outrance que dans celle d'offrir à de Gaulle des interlocuteurs «*qui ne soient pas hors du combat*».

L'intensification du terrorisme fait pencher vers la première hypothèse. L'élimination du G.P.R.A. des éléments pro-égyptiens et pro-chinois fait pencher vers la seconde.

Ce qui fait espérer une solution prochaine, c'est la conviction, maintenant à peu près acquise de part et d'autre, de l'impossibilité d'une victoire militaire.

Du côté français, on sent percer cet aveu à travers les déclarations officielles les plus optimistes. Et le F.L.N. avoue implicitement son impuissance à engager le combat de front par le fait même qu'il reporte son activité sur le terrorisme.

Mais des obstacles demeurent, et rien ne permet d'affirmer qu'ils seront surmontés dont le premier est l'orgueil du général; il veut octroyer la paix, non la négocier. Or, il n'y aura probablement pas de cessez-le-feu s'il n'y a pas de garanties sur les modalités de l'autodétermination, c'est-à-dire sans négociations politiques préalables.

Eventualité que le général vient encore de rejeter catégoriquement. Sans doute, après avoir écrasé la rébellion de ceux à qui il doit d'être au pouvoir, le général aura-t-il la tâche plus facile. Mais il lui sera bien difficile de se déjuger.

Quoi qu'il en soit, des événements d'Alger se dégagent une confirmation éclatante, à savoir que le 13 mai 1958 n'a été qu'un ENORME BLUFF. La soi-disant «révolution» n'a pu avoir lieu que grâce à la trahison de l'Armée.

Le 13 mai 1958 - comme le 6 février 1956 - est l'illustration de la lâcheté des politiciens. De Gaulle démontre aujourd'hui - tragiquement - que si le 13 mai, il avait refusé sa caution aux insurgés, au lieu de déclarer publiquement qu'il les avait compris, l'abcès eût été crevé ce jour-là. Et la guerre d'Algérie serait sans doute terminée. Maintenant la partie reste à jouer. Mais, dans le meilleur des cas, nous risquons fort de nous retrouver avec un régime présidentiel, c'est-à-dire une dictature larvée et, dans le plus mauvais, avec une dictature militaro-fasciste à la Franco.

Tous les Français encore épris de liberté feraient bien d'y songer.

Maurice FAYOLLE.
